

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION

299 rue du Général De Gaulle

59700 MARCQ EN BAROEUL

Tél : +336 74 64 34 70

Mél : nicolas.balcon@bureauveritas.com

N° affaire : 22582992_1-9BI7UP9

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Opération :

**Opération : DUNKERQUE - RELOGEMENT DU TRIBUNAL
COMMERCE**

124 RUE DU MAGASIN GENERAL ZAC DES BASSINS
59140 DUNKERQUE

Destinataire :

SECRETARIAT CHARGE BUDGET ET DES COMPTES

Mary TRANG (Cheffe de projet)


139 RUE DE BERCY
75572 PARIS CEDEX 12

Plan Général de Coordination

P.G.C.

Opération de catégorie : 2



Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
18/10/2024	Rev0	Création à partir du dossier APD	Nicolas BALCON 

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	6
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Objet de l'opération	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	6
1.1.4. Démarche environnementale	6
1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)	6
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	6
1.2. Présentation des intervenants	6
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	8
2.1. Principe des séquences d'interventions	8
2.2. Inspections Communes	8
2.3. PPSPS	8
2.3.1. Pénalités	9
2.4. Sous-traitance	9
2.4.1. Déclaration des sous-traitants	9
2.4.2. Transmission du PGC	9
2.4.3. Obligation du sous-traitant	9
2.5. Intérimaires	9
2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	10
2.7. Travailleurs indépendants	10
2.8. Protections individuelles	10
2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers	10
2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers	11
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	12
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	12
3.2. Emprise de chantier	12
3.2.1. Clôture et portail	12
3.2.2. Accès	12
3.2.3. Circulations	12
3.2.4. Signalisation	13
3.2.5. Stationnements	13
3.2.6. Stockage	13
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	13
3.2.8. Cantonnements et entretien	14
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	14
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	14
3.3.2. Plan d'installation de chantier	14
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	15
4. MESURES DE COORDINATION SPS	16
4.1. Définition des séquences d'interventions	16
4.2. Analyse de risques	18
4.3. Co-activités et protections collectives	19
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	19
4.3.2. Déplacement de protection collective	20
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	20
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	20
4.4. Equipement de levage	20
4.4.1. Autorisation de survol	21
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	21
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	21

4.5.1. Approvisionnements et stockage	21
4.5.2. Travaux superposés	21
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	21
4.5.4. Protection contre le bruit	21
4.5.5. Protection contre l'incendie	22
4.5.6. Travaux en hauteur	22
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	22
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	22
4.6. Moyens communs	23
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	23
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	23
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	23
4.6.4. Protection des accès – Auvents	23
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	23
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	24
5.1. Stockages sur le chantier	24
5.2. Nettoyage	24
5.3. Enlèvement des déchets	24
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	24
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	25
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	25
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	26
6.1. Déclarations particulières	26
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	26
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	26
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	26
6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)	26
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	27
6.7. Locaux témoins	27
7. ORGANISATION DES SECOURS	28
7.1. Téléphone de secours	28
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	28
7.3. Travail isolé	28
7.4. Procédure d'organisation des secours	28
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	29
7.6. Point de rencontre secours	29
7.7. Modèle de fiche de secours	30
ANNEXES AU P.G.C.	31

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- des documents en phase APD fournis par la Maîtrise d'ouvrage le 16/10/2024, et du document TC DUNKERQUE - APD Lot 5 rayonnage fourni le 17/10/2024.

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

Le projet consiste en la réhabilitation d'une partie d'un RDC d'un bâtiment de bureau récent, pour le relogement du tribunal de commerce.

1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : Appel d'offre

Mode de passation des marchés : lots séparés

Type de marché : publics

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 6 janvier 2025

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 6

Phasage des travaux:

1.1.4. Démarche environnementale

Selon le CCTP lot 00, paragraphe 1.15 , il est prévu la mise en place d'une charte environnementale sur le projet.

Les intervenants se devront donc de respecter les exigences environnementales établies dans la charte chantier propre évoquée dans le CCTP Lot 00 et notamment dans leur CCTP respectif.

1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)

Nombre de lots (estimation) : Le marché se décompose de la manière suivante :

LOT 01 : Menuiserie Cloisonnement Faux-Plafonds

LOT 02 : Peinture carrelage Faïence

LOT 03 : Electricité Courants Forts et Faibles

LOT 04 : Traitement d'air, plomberie, sanitaires

LOT 05 : Rayonnage

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : 10

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	SECRETARIAT CHARGE BUDGET ET DES COMPTES	139 RUE DE BERCY 75572 PARIS CEDEX 12	0362238183 mary.trang@justice.gouv.fr	Mary TRANG (Cheffe de projet)
Maîtrise d'œuvre	LD ARCHITECTURE	33 Rue du Noble - BP44 62217 TILLOY-LES-MOFFLAINES	cao1@ld-archi.fr	Thierry DEHON
Bureau d'étude	SCME	12 ZA les Alouettes 62223 SAINT-NICOLAS-LEZ-ARRAS	contact@scme.fr	Madame, Monsieur
Coordonnateur SPS	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION	299 rue du Général De Gaulle 59700 MARCQ-EN-BAROEUL	0674643470 nicolas.balcon@bureauveritas.com	Nicolas BALCON
Inspection du travail	DREETS - DUNKERQUE	66 Rue des Chantiers de France 59140 DUNKERQUE	ddets-uc5@nord.gouv.fr	Mme / M. L'inspecteur(trice) du travail

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
CARSAT	CARSAT HAUTS DE FRANCE	11 allée VAUBAN 59650 VILLENEUVE D'ASCQ	contactprevention@carsat -nordpicardie.fr	Madame, Monsieur,
OPPBTP	OPPBTP HDF	Parc Europe - Bât 10 340, Avenue de la Marne 59700 Marcq en Baroeul	hautsdefrance@oppbtp.fr	Madame, Monsieur

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.3.1. Pénalités

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.7. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,
Contrat d'intérim si pas de DUE,
Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Sans objet

Présence de plomb dans les existants

Sans objet

Présence de silice dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

Accès :

L'accès principal au site se fera via la rue magasin général à Dunkerque.

Il est à noter que la voirie d'accès au site est partagé avec les autres occupants de l'immeuble, sur les différents étages.

La circulation vers l'établissement devra être en permanence maintenue.

Branchements aux réseaux (eau potable, électricité, assainissement) pour le chantier :

Les demandes de branchement pourront être faites au niveau du bâtiment existant, dans l'emprise du projet.

3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

Le projet se déroulera dans un site existant possédant ses propres moyens d'accès, et ne nécessite pas la mise en place de clôtures.

En phase construction, le lot 01 prendra en compte les démarches à accomplir auprès de la ville pour les emprises sur le domaine public si nécessaire.

Toutes les zones d'intervention des entreprises sont balisées, voire clôturées afin qu'elles soient interdites au public, signalisation à prévoir en conséquence, panneaux chantier interdit au public...

=> A la charge du lot 01

Le lot 02 mettra en place un canon provisoire de chantier.

Chaque entreprise intervenante veillera à bien s'assurer de l'ouverture et de la fermeture des accès au chantier de manière à ce que le chantier soit clos en dehors des heures d'activités.

3.2.2. Accès

Voir plan d'installation de chantier rédigé par lot 01

Nettoyage autant que nécessaire de l'accès chantier / voirie.

3.2.3. Circulations

Toutes phases de chantier :

Le chantier est desservi par des voies publiques. Les entreprises devront prendre toutes les dispositions afin d'assurer la continuité des cheminements piétons limitrophes

Les circulations intérieures sont maintenues propres et dégagées.

Nettoyage autant que nécessaire des circulations.

Mise en place coffrets électrique de chantier éclairage dans les circulations intérieures par le lot 03

3.2.4. Signalisation

L'entreprise titulaire du lot 01 mettra en place les signalisations réglementaires de chantier (port du casque, chantier interdit au public....) et nécessaires au chantier, et ce sur les zones d'installations de chantier, de stockage et de travaux.

3.2.5. Stationnements

Au vu de la surface de l'emprise du projet et des **aménagements en place**, il sera difficile de stationner de manière permanente sur le site pour l'ensemble des véhicules de chantier.

Il sera nécessaire de se garer dans les rues voisines au projet, car il n'y a pas de places.

RAPPEL du CCTP LOT 00 1.4 : Les démarches administratives, autorisations de voirie, et les frais inhérents sont à charge de chaque lot. Les frais de stationnement sont à charge de chaque entreprise
=> Il peut être envisagé d'occuper les voiries type circulation vélo.

3.2.6. Stockage

La livraison du chantier est à la charge de chaque entreprise au fur et à mesure des besoins.

Interdire tout stockage au niveau des issues de secours et en dehors des emprises de chantier.

Les zones de stockage devront être décrites sur le plan d'installation de chantier et balisées de manière pérenne.

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Phase construction :

Électricité de chantier:

Ceci comprend la fourniture des armoires et des réseaux de distribution de l'installation qui devront être conformes aux prescriptions des règlements en vigueur et notamment du décret du 14.11.1988 et de la Norme NFC 15100.

Les locaux techniques électriques devront être maintenus fermés et une procédure d'intervention devra être mise en oeuvre pour tous travaux à l'intérieur.

Une procédure de consignation sera mise en place par du personnel habilité (Copie de la procédure à transmettre au coordonnateur SPS).

Tout le matériel électrique utilisé par les entreprises devra être conforme à la réglementation en vigueur sur les chantiers.

Le lot 03 doit prévoir l'alimentation générale et l'armoire principale de chantier à partir des installations existantes.

Le lot 03 devra prévoir en nombre suffisant des tableaux de répartition électrique équipés de disjoncteurs et différentiels sur l'ensemble du chantier.

Eclairage:

Mis en place de l'éclairage par le **lot 03** dans les circulations horizontales afin qu'il reste efficace jusqu'à la mise en place de l'éclairage définitif ainsi que sur zones de stockage.

Mis en place par les entreprises sur leur zone de travail (éclairage portatif).

Privilégier les éclairages basse consommation type fluorescent ou LED afin d'éviter les risques de brûlures.

Eau:

Mise en place en nombre suffisant des points d'eau sur le chantier par le **lot 04**.

3.2.8. Cantonnements et entretien

L'entreprise du **lot 01** aura en gestion les installations de chantier du début à la fin du projet.

Les installations seont organisées dans les locaux existants, en raison de la place restreinte sur le site.

Réfectoire :

Utilisation de l'ESR (Espace de Restauration) existant l'étage du bâtiment 2 : mis à disposition des effectifs - selon horaire défini

Sanitaires :

Voir pour aménager dans 1 premier temps les sanitaires prévus en définitifs.

Vestiaires :

Local défini selon les possibilités du site de l'Hôtel de Police

Pour information : références aux règles d'hygiène sur les chantiers : Articles R4534-137 à R4534-145 du code du travail.

L'entreprise du **lot 01** veillera à définir en accord avec le Maître d'Ouvrage, le Maître d'oeuvre et le CSPS les emplacements des installations de chantier et à les adapter en fonction des effectifs intervenants sur le site.

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

Les entreprises veilleront à nettoyer au quotidien les zones de travaux de manière à éviter toute accumulation de déchets au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Les entreprises utiliseront les bennes mises à disposition par l'entreprise titulaire.

Les entreprises veilleront à bien ranger les matériels, matériaux, déchets dans les zones de chantier délimitées par des clôtures et ainsi respecter les zones de circulation internes à la résidence.

En cas de dérives constatées sur le nettoyage/rangement des zones de travaux, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de faire intervenir une tierce entreprise aux frais des entreprises concernées.

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Rédaction du projet de plan d'installation de chantier à la charge du lot 01.

Le plan d'installation sera transmis au Maître d'Ouvrage, Maître d'Oeuvre, et CSPS pour avis.

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **LOT 01** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des barrières définitives prévues par le Maître d'Ouvrage,
- des conduites enterrées et aériens,
- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- des moyens éventuels de livraison mis en oeuvre (type recette à matériaux...),
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,

- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies, et nettoyage camion
- des accès provisoires au bâtiment,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **LOT 01** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	LOT 01 (existant car bâtiment fini)	LOT 01	FIN DES TRAVAUX
Accès	Existant	LOT 01	FIN DES TRAVAUX
Circulations	Existantes	LOT 01	FIN DES TRAVAUX
Signalisation	LOT 01	LOT 01	FIN DES TRAVAUX
Stationnement	LOT 01	LOT 01	FIN DES TRAVAUX
Stockage	LOT 01	LOT 01	FIN DES TRAVAUX
Réseaux provisoires de chantier	LOT 04 (point d'eau) selon CCTP lot 00	LOT 04	FIN DES TRAVAUX
Coffret électrique général	LOT 01	LOT 01	FIN DES TRAVAUX
Coffret divisionnaire et éclairage	LOT 03 selon CCTP Lot 00	LOT 03	FIN DES TRAVAUX
Cantonnement	LOT 01	LOT 01	FIN DES TRAVAUX
Infirmierie de chantier	SANS OBJET	SANS OBJET	SANS OBJET
Nettoyage hors cantonnement	TCE	TCE	FIN DES TRAVAUX
PIC	LOT 01	LOT 01	FIN DES TRAVAUX
Protections collectives	TCE	TCE	FIN DES TRAVAUX
Accès hauteur communs	Sans objet	Sans objet	FIN DES TRAVAUX
Déchets - Gravats	TCE	TCE	FIN DES TRAVAUX

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 AMENAGEMENTS INTERIEURS		AMENAGEMENTS INTERIEURS	Travail en hauteur Eclairage Manutention manuelle Déplacement de plain-pied Inhalation poussières Travaux à point chaud Produits dangereux Collision, heurt Chute d'objets, éclats Engins et matériels Inhalation poussières	<p>Respect du balisage des différentes zones par tous les intervenants => TCE</p> <p>Mise en place des protections collectives au fur et à mesure de l'avancement => TCE</p> <p>Interdiction d'enlever les protections collectives sans l'accord du gros oeuvre et proposer dans le PPSPS les modes opératoires de dépose et repose => TCE</p> <p>Les entreprises devant approvisionner dans les étages, le feront à partir des moynes mises en place dans le cadre du chantier (grue du gros oeuvre...) => TCE</p> <p>Mise en place de l'éclairage dans les circulations et les coffrets de répartition dans les différents niveaux en nombre suffisant et à l'avancement=> LOT 03 Selon CCTP.</p> <p>Création, diffusion et mise à jour des plans d'installation et de circulation => GROS OEUVRE + à respecter par TCE</p> <p>Interdiction de levage / grosse manutention en cas de vent violent (respect des préconisations constructeur et modes opératoires)</p> <p>La stabilité et l'accessibilité de la plate-forme en périphérie des bâtiments devront être maintenue sur toute la durée du chantier</p> <p>Le nettoyage des zones de travaux, de circulations et de stockages devra être fait de manière régulière et permanente. Gestion des déchets => Chaque titulaire de lot.</p> <p>Les réseaux provisoires chemineront par les gaines techniques permettant ne pas encombrer les zones de circulation internes et externes.</p>

				<p>TCE => Ne pas intervenir dans les zones à fortes concentration de poussières.</p> <p><u>Percement intervention sur des matériaux dégageant de la poussière contenant de la silice cristalline (produit CMR)</u></p> <p>Tous les travaux qui produisent de la poussière de silice cristalline sont à risque, qu'il s'agisse d'activités de démolition, de décapage, de réalisation de béton... Plus la poussière dégagée est fine, plus le risque sanitaire est important.</p> <p>Le risque d'exposition aux poussières de silice cristalline est amplifié en milieu clos. Afin de réduire les émissions de poussières pouvant contenir de la silice cristalline, des mesures de prévention collectives doivent être mises en œuvre.</p> <p>Les mesures les plus efficaces sont la captation à la source d'émission ainsi que le travail à l'humide. Quand cela est possible, il est important de bien ventiler la pièce pour que la poussière de silice cristalline soit évacuée.</p> <p>A défaut, des mesures individuelles devront être mises en place => protections respiratoires adaptées, lunettes, gants, ...</p> <p>Procéder au nettoyage régulier des lieux de travail (à l'aide d'un aspirateur équipé d'un filtre à très haute efficacité</p>
--	--	--	--	---

4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - AMENAGEMENTS INTERIEURS

AMENAGEMENTS INTERIEURS

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	Mise en place à l'avancement des protections collectives, par l'entreprise qui génère le risque préalablement à tous travaux. Ces protections permettront aux autres corps d'état d'intervenir en sécurité. => TCE	Interdiction de démontage de protections collectives sans accord de l'entreprise installatrice => TCE Port des EPI adaptés => TCE
Eclairage	Mise en place à l'avancement dans les circulations et maintenance quotidienne => Electricien	Mise en place d'un éclairage sur les postes de travail => TCE
Manutention manuelle	Limiter le port des charges lourdes / privilégier les manutention mécaniques. Respect des cheminements en place. => TCE	
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement. => TCE	
Inhalation poussières	Privilégier les découpes avec aspiration à la source ou à l'extérieur. Port des EPI adaptés. => TCE	
Travaux à point chaud	Mise en place d'un extincteur sur le poste de travail par le lot concerné. Port des EPI adaptés - balisage des zones de travaux à risque pour les autres corps d'état	Respect des balisages mis en place => TCE
Produits dangereux	En cas d'emploi de produits solvants, respecter les mesures de sécurité élémentaires. Veillez à ce que les sources d'énergies (étincelles, flammes, appareils se déclenchant automatiquement) soit neutralisées. Mise en place de signalétique de sécurité signalant la mise en oeuvre de produits à base de solvant. FDS à insérer dans le PPSPS => TCE	
Collision, heurt	Laisser l'accessibilité à l'ouvrage / Signalisation / Balisage des zones à risque => TCE	Respect des cheminements de circulation et des balisages => TCE
Chute d'objets, éclats	Assurer la sécurité à l'arrière ou sous la zone de travail par la mise en place de balisage (carottage...) => TCE	Respect des balisages en place / pas de travaux en superposition de tâches => TCE
Engins et matériels	<u>Approvisionnement</u> : Aire de stockage à définir avec le Maître d'OEuvre à l'avancement du chantier => TCE	Port de vêtements à haute visibilité obligatoire pour tous les intervenants => TCE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	Engins : => TCE Bip de recul / Gyrophare sur engin / Planification des travaux / Nettoyage des zones => TCE CACES et autorisations de conduite obligatoires pour les lots concernés => TCE	Respect des zones de stockage des matériaux, pas de stockage dans les circulations => TCE
Inhalation poussières	<u>Percement intervention sur des matériaux dégageant de la poussière contenant de la silice cristalline (produit CMR)</u> Tous les travaux qui produisent de la poussière de silice cristalline sont à risque, qu'il s'agisse d'activités de démolition, de décapage, de réalisation de béton... Plus la poussière dégagée est fine, plus le risque sanitaire est important. Le risque d'exposition aux poussières de silice cristalline est amplifié en milieu clos. Afin de réduire les émissions de poussières pouvant contenir de la silice cristalline, des mesures de prévention collectives doivent être mises en œuvre. Les mesures les plus efficaces sont la captation à la source d'émission ainsi que le travail à l'humide. Quand cela est possible, il est important de bien ventiler la pièce pour que la poussière de silice cristalline soit évacuée. A défaut, des mesures individuelles devront être mises en place => protections respiratoires adaptées, lunettes, gants, ... Procéder au nettoyage régulier des lieux de travail (à l'aide d'un aspirateur équipé d'un filtre à très haute efficacité	TCE => Ne pas intervenir dans les zones à fortes concentration de poussières.

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que chaque entreprise soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par chaque entreprise.
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,

- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.

- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage. (couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise Une entreprise missionnée par le MOE en concertation avec le MOA et le CSPS. est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise Une entreprise missionnée par le MOE en concertation avec le MOA et le CSPS. qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

4.4. Equipement de levage

4.4.1. Autorisation de survol

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

L'entreprise mettra tout en œuvre pour privilégier l'utilisation de produits non dangereux.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des moyens de lutte contre l'incendie.

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception est laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>

- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,

- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

NB : L'utilisateur de l'échafaudage devra s'assurer que l'échafaudage mis à sa disposition est adapté aux travaux qu'il devra réaliser (étude de charge / hauteur de plancher / encoche / etc).

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,

- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Sans objet

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

Chaque entreprise titulaire de lot selon le CCTP lot 00, est responsable de la gestion des déchets. Chaque entreprise se devra d'établir un plan de gestion pour l'élimination des déchets.

Il est précisé également dans chaque CCTP que chaque entreprise titulaire se doit d'évacuer ses déchets selon les règles de tri.

Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement est à effectuer à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

Chaque intervenant se devra d'évacuer ses déchets issus de ces activités en utilisant les bennes mises à disposition sur le chantier.

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

L'entreprise titulaire du lot 01 selon le CCTC est responsable de la mise en place de benne de tri des déchets et donc de l'évacuation des déchets.

il est précisé également dans chaque CCTP que chaque entreprise titulaire se doit d'évacuer ses déchets selon les règles de tri.

Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement est à effectuer à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

Chaque intervenant se devra d'évacuer ses déchets issus de ces activités en utilisant les bennes mises à disposition sur le chantier.

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - **Présence de réseaux enterrés liés aux bâtiments du site :**
Electricité, éventuellement réseau gaz, eau potable, assainissement, Eau pluviale, eaux usées
=> A prendre en compte pour les différentes interventions.
=> Des consignations, purges, vidange devront être réalisés avant la réalisation du projet.
- Demandes d'arrêtés -
- Autorisations concessionnaires -

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Le projet n'est pas concerné par ce point.

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Risques Liés à intervention dans une zone urbaine

Le projet s'inscrit à proximité d'une zone urbaine avec 1 certaine densité de population.

L'attention des entreprises est attirée sur la présence important de logements habités dans l'environnement proche du chantier.

Toutes les précautions seront prises lors des approvisionnements et des évacuations de déchets : guidage des manoeuvres, agent de surveillance.

En outre, les sociétés doivent obtenir les autorisations municipales pour les emprises sur le domaine public (trottoir...) : bennes à déchets, échafaudages de façade, pose des enseignes... Les zones d'intervention devront être protégées vis à vis du public, par l'intermédiaire de clôtures, palissades, barrières... Les piétons doivent être déviés par une signalétique claire. Aucun stockage admis en dehors des zones prévues à cet effet.

Tout devra être fait afin que le chantier soit clos et indépendant au sens du décret de 94 sur la coordination SPS.

Risques liés à intervention dans une zone occupée, aux autres niveaux du bâtiment concernés par les travaux :

=> Maintenir les accès communs libres de tout obstacle, et propres.

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

A priori le projet n'est pas concerné par ce point.

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Le projet se déroule au sein d'un bâtiment en exploitation.

Les entreprises seront vigilantes et interviendront selon le phasage défini dans le planning chantier, par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Oeuvre.

6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)

La prévention de l'incendie et explosion passe par la gestion des travaux par points chauds qui regroupent :

les opérations de retrait de matières ou de désassemblage d'équipements par découpage, meulage ou ébarbage

les opérations d'assemblage par soudures par exemple ou de mise en place ou retrait d'étanchéité en matériaux inflammables.

De manière générale, ceci comprend tous les travaux pouvant produire des étincelles ou pouvant engendrer des surfaces chaudes qui sont susceptibles d'engendrer des incendies par induction.

Les machines portatives tournantes (disqueuses, tronçonneuses, perceuses...) sont aussi concernées par les mesures de prévention.

Le permis de feu est prévu pour encadrer toutes les opérations susceptibles de générer des points chauds d'une manière générale. Lorsque des travaux par points chauds concernent un poste permanent (poste fixe de soudure par exemple), le permis de feu n'est pas nécessaire, la maîtrise des sources d'inflammation étant déjà effectuée dans l'évaluation des risques du poste de travail. (extrait document INRS).

La rédaction du permis de feu est obligatoire pour tous travaux par points chauds, que ces opérations soient réalisées par l'entreprise elle-même ou par une entreprise extérieure. Cette démarche s'intègre dans les procédures existantes (autorisation de travaux, plan de prévention, plan particulier sécurité protection de la santé (PPSPS)...) et fait partie intégrante des mesures de prévention issues de l'évaluation des risques de l'entreprise (document unique).

Le permis de feu doit être formalisé et expliqué. Chaque intervenant doit connaître les risques et les moyens à mettre en oeuvre pour les diminuer et s'engage à respecter les règles de l'intervention.

Nous demandons aux entreprises de se référer au document INRS ED6030 et notamment aux pages 11 à 14 définissant l'ensemble des démarches et comportant aussi un exemple de permis de feu.

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation celles-ci sont régies sous plan de prévention.

6.7. Locaux témoins

Sans objet dans le cadre du projet.

7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

Nota relative au chapitre 7.1 :

Chaque équipe de chaque entreprise se doit de disposer **d'au moins un téléphone mobile** pour pouvoir appeler les secours et de le préciser dans leur PPSPS.

En raison de la configuration du projet, il paraît difficile de mettre en place un téléphone de secours sur site, notamment en raison de vols possibles.

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

Procédure en cas d'accident corporel:

Appel au secours : ANNEXE 2 Fiche appel en cas d'accident

Les services de sécurité du site devront être immédiatement prévenu.

En cas d'accident, alerter immédiatement les services de secours,

Préciser :

- la qualité du demandeur (nom et Entreprise),
- la nature de l'accident,
- l'endroit exact, niveau, localisation, etc. ainsi que le numéro du poste d'appel,
- le nombre d'accidentés.

Attendre l'accusé de réception de votre appel avant de couper la communication.

Avertir le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Oeuvre et le Coordonnateur.

Uniquement si vous êtes secouriste, faites les premiers gestes qui peuvent sauver.

En cas d'alerte incendie évacué par les escaliers de secours

Matériel de secours:

Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une trousse de premiers soins à compléter régulièrement. Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés des endroits où ces trousse sont entreposées, du plan d'évacuation des zones de travaux, de la localisation des escaliers d'évacuations.

Les soins aux victimes d'accident ou malades sont assurés par du personnel compétent.

Le transport des accidentés et malades graves est assuré par les services de secours.

Les entreprises doivent préciser dans leur PPSPS, les mesures d'organisation qu'elles mettent en oeuvre en cas d'accident.

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

Sans objet

7.7. Modèle de fiche de secours

*EN CAS D'***ACCIDENT**

Appelez les Pompiers



18 ou 112

et dites :

1.ICI CHANTIER : DUNKERQUE - RELOGEMENT DU TRIBUNAL COMMERCE

Adresse : 124 RUE DU MAGASIN GENERAL ZAC DES BASSINS 59140 DUNKERQUE

2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

ANNEXES AU P.G.C.

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- Annexe_SCALP
- Annexe_Presence_Silice
- DHOL 1